

LIBERTÉ & SÉCURITÉ

LE 2 AVRIL, VOTEZ UDC AUX ÉLECTIONS CANTONALES GENEVOISES

JOURNAL DE L'UDC GENÈVE - FÉVRIER 2023 - N°2

Pour renforcer le pouvoir d'achat, il faut rééquilibrer les finances publiques.

Page 2

Avec l'UDC ou avec les autres partis ? C'est l'heure du choix.

Page 3

Indice de la liberté : à cause des taxes, Genève est belle dernière.

Page 4

AVEC LES AUTRES PARTIS



AVEC L'UDC



Notre priorité, votre pouvoir d'achat !

Le PS, Les Verts, le MCG, Le Centre et le PLR ont tous en commun d'être représentés au Conseil d'Etat. Ils portent tous la responsabilité des échecs politiques qui minent le pouvoir d'achat et la qualité de vie à Genève.

Le 2 avril prochain, les élections cantonales vous permettront de corriger le mauvais bilan du Conseil d'Etat en sanctionnant les partis qui y sont représentés. Contrairement aux partis représentés au gouvernement, l'UDC n'a jamais dé-

vié de sa ligne pour protéger au mieux le porte-monnaie des Genevoises et des Genevois. Les 98 candidates et candidats au Grand Conseil et les 2 candidats au Conseil d'Etat ont une seule priorité : votre pouvoir d'achat !

Rééquilibrer les finances publiques pour redonner du pouvoir d'achat aux gens

A Genève, le pouvoir d'achat des gens est particulièrement victime d'une fiscalité lourde et déséquilibrée. Cette tendance augmente chaque année car de plus en plus de personnes bénéficient de prestations publiques sans pour autant cotiser ou avoir cotisé préalablement.



par Michael Andersen,
candidat au Conseil d'Etat

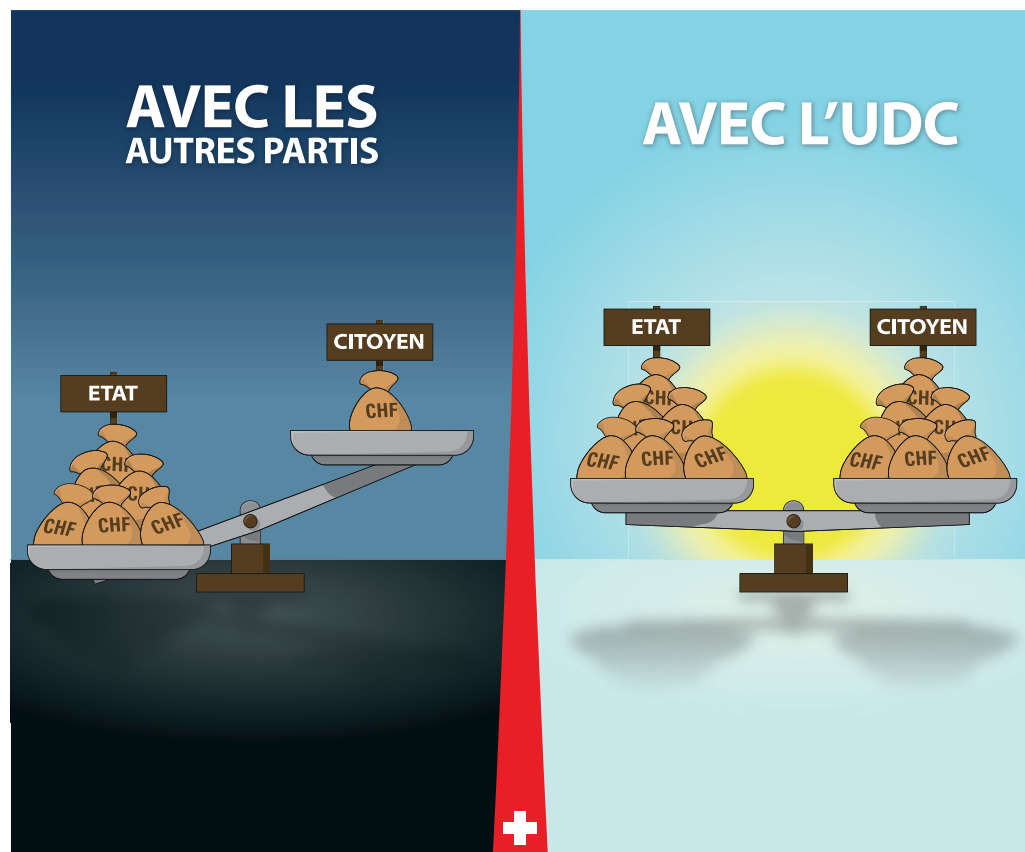
Nos œuvres sociales et la redistribution des richesses fonctionnent en prélevant de l'argent issu du revenu, de la fortune ou de taxes pour financer les rentes, indemnités et allocations qui sont versées à leur bénéficiaire. Pour bien fonctionner, chacun doit financer ce système avant de pouvoir en profiter à sa retraite et lors d'un passage de vie plus dure, lors d'une maladie, d'un accident ou de la perte d'un emploi.

Or, à Genève de moins en moins de personnes sont en mesure de financer le système et de plus en plus sont admises comme bénéficiaires, notamment en raison d'une fiscalité trop lourde à payer pour des milliers de contribuables.

Cette tendance met en péril tout l'édifice, c'est pourquoi il convient de rééquilibrer le système en diminuant la charge fiscale qui pèse

trop fort sur le pouvoir d'achat des Genevoises et des Genevois. C'est pourquoi l'UDC s'engage pour augmenter le pouvoir d'achat de la

population en diminuant l'impôt sur le revenu ainsi que certaines taxes, comme celle sur les véhicules.



Sécurité des femmes : les faits sont têtus !

Lors du lancement de l'initiative « Oui, je protège la police qui me protège », la gauche a tenté de lancer une polémique sur le visuel choisi par l'UDC, prétendument raciste. Au-delà des postures, quels sont les faits ?



A Genève, le nombre d'agressions contre l'intégrité des femmes a significativement augmenté ces cinq dernières années. Les données disponibles à l'Office fédéral de la statistique révèlent qu'en 2021, 44% des viols et 46% des contraintes sexuelles sont le fait de criminels étrangers. Plus de 50% des condamnations pour traite d'êtres humains et encouragement à la prostitution sont le fait de criminels étrangers alors que la population étrangère en Suisse se situe à 25% du total de la population.

La « toxicité masculine », concept de gauche pour évoquer les agressions dont

sont victimes les femmes, est d'abord le fait d'une criminalité importée par les voies de l'asile et de l'immigration. La gauche refuse de le voir et préfère hurler au racisme, mais les faits sont têtus et de nombreuses victimes seraient épargnées par une politique moins tolérante et naïve envers les criminels étrangers.

L'UDC s'engage pour une application stricte de l'initiative qui demande le renvoi des criminels étrangers. Les femmes en seraient les premières bénéficiaires.



par Marie Rozès,
courtier en immobilier

Le 2 avril, c'est l'heure du choix !

Il y a deux manières de percevoir les enjeux pour Genève : soit on continue à se laisser bercer d'illusions par la politique des autres partis, soit on se réveille pour faire face à la réalité telle qu'elle est et on vote UDC le 2 avril prochain. Soyez certains que la première option est un cul-de-sac, car seul le courage de faire face à la réalité permet d'agir avec efficacité.



par Lionel Dugerdil,
candidat au Conseil d'Etat

Le temps des bisounours est définitivement derrière nous ! La crise ukrainienne, celle de l'approvisionnement en énergie et celle de l'inflation nous ont rappelé à des réalités bien plus concrètes et réelles.

En particulier, la politique énergétique a été victime des utopies de gauche. Les autres partis se sont bercés d'illusions et ont mis

gravement en péril l'approvisionnement en électricité de la Suisse. La soudaine augmentation du prix de l'électricité en est la conséquence directe que seule l'UDC avait eu le courage de prédire et de rappeler haut et fort en 2017 lors de la votation sur la Stratégie énergétique.

Le 2 avril, il s'agira de faire un choix clair et net. Soit on soutient des partis qui se laissent bercer d'illusion pour gouverner, soit on vote UDC.



60 frontaliers engagés chaque jour à Genève en 2022 !



par Cédric Pilatti,
cadre d'un bureau d'ingénieurs

60 frontaliers par jour en plus à Genève en 2022 ! Le chiffre impressionne, surtout si on le compare aux 10,1% (selon la méthode du BIT) de taux de chômage à Genève, soit un taux plus élevé que la moyenne en France.

D'abord, il s'agit une bonne fois pour toutes de le dire clairement même si c'est un tabou : oui, Genève a un taux de chômage plus élevé que celui de la France et, en particulier, de la France voisine. Selon la méthode de calcul du Bureau International du Travail (BIT), le taux genevois en été 2022 était à 10,1% alors qu'il était de 7,7% en France (et même de seulement 7% dans le Genevois français). Pourtant, 60 frontaliers sont engagés chaque jour à Genève !

116 heures dans les bouchons

Cette situation provoque une congestion totale de la mobilité routière. On perd 116 heures dans les bouchons chaque année à Genève, soit près de 5 jours, 24 heures sur 24. Une telle perte de temps est une aberration sociale et économique qui mine le moral des usagers de la route et qui menace l'attractivité économique de Genève.

Pour y remédier, le Conseil d'Etat n'a rien trouvé de mieux que de harceler les automobilistes par de nouvelles chicanes sur les routes, telles que des mises en sens



uniques, de suppressions de places de parking ou encore des limitations de vitesse.

L'UDC dénonce les aberrations en matière d'embauches transfrontalières et les chicanes routières qui rendent la vie difficile aux Genevoises et aux Genevois.

Stop aux taxes et aux directives qui étouffent les Genevoises et les Genevois !

En décembre 2022, le think tank Avenir Suisse a publié une étude comparative intercantonale intitulée « Indice de la liberté ». Le canton de Genève est le canton le plus liberticide de Suisse. C'est une situation inacceptable qui prive les Genevoises et les Genevois de plusieurs libertés offertes ailleurs en Suisse. C'est même une injustice scandaleuse.



par Céline Amaudruz,
conseillère nationale

Post tenebras lux (après les ténèbres, la lumière), est-il fièrement écrit en dessous des armoiries du canton de Genève. Autrefois, Genève était le phare de la liberté dans un océan d'obscurantisme, c'est désormais l'inverse qui est vrai. Plus qu'ailleurs en Suisse, les gens et les entreprises sont soumis à des taxes et des directives qui n'existent qu'à Genève. Plus qu'ailleurs, la bureaucratie parasite notre quotidien.

L'Indice de la liberté publié par Avenir Suisse évalue la liberté à l'aune de 30 critères, tels que la charge fiscale pour une famille moyenne, la réglementation du marché du travail, le libre choix de l'école ou encore le délai d'obtention d'un permis de construire. Ces 30 critères sont répartis en deux indicateurs : économique et civil. En plus des cantons suisses, la Principauté du Liechtenstein (2e de la comparaison) est également évaluée. Genève, donc, est belle dernière ! Nous vivons dans le canton le moins libre de Suisse. Cet

état de fait est d'autant plus inacceptable qu'il ne supporte pas la comparaison avec des cantons similaires ! En effet, le canton de Bâle-Ville (canton-ville transfrontalier) est 6^e de ce classement. Celui de Zurich 13^e et nos voisins Vaudois

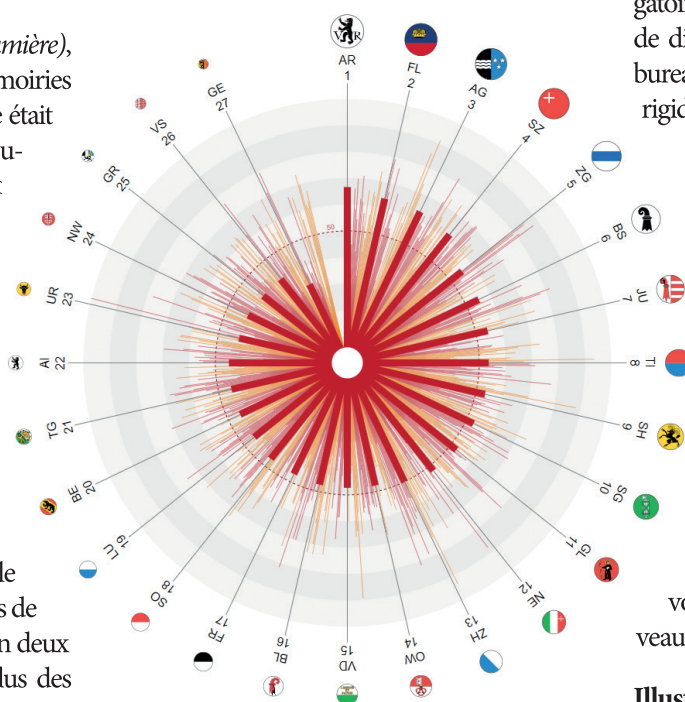
Plus de liberté = moins de taxes, moins de bureaucratie

Genève pointe en dernière place de l'Indice de la liberté car nous sommes les champions des taxes, des redevances et des prélèvements obligatoires ! Nous croulons aussi sous une quantité de directives qui n'existent qu'à Genève. Notre bureaucratie administrative est aussi lourde que rigide.

Pour rendre Genève un peu plus libre, l'UDC s'engage à alléger les prélèvements obligatoires en réduisant la charge fiscale et en diminuant des taxes, comme celle sur les véhicules. Notre parti et nos candidates et candidats s'engagent également pour alléger la bureaucratie et les directives qui jalonnent le quotidien de la population genevoise.

Post tenebras lux ? Oui, à la condition de voter UDC le 2 avril prochain, c'est à nouveau possible !

Illustration :
classement de l'Indice de la liberté publié le 14 décembre 2022 par Avenir Suisse. Genève occupe la dernière place.



pointent à la 15^e place. Comment expliquer la 27^e place de Genève ?



Notre priorité,
votre
pouvoir d'achat

Lionel
Dugerdil

Michael
Andersen

